

## L'attaque contre la CGT révèle les tensions au sein du mouvement social

PAR DAN ISRAEL  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 7 MAI 2021

Des affrontements à l'arrivée de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai ont conduit plusieurs militants de la CGT à l'hôpital. Le syndicat dénonce une action organisée par l'extrême droite, mais d'autres manifestants s'interrogent: et si l'attaque venait bien de leur camp?



À l'arrivée du cortège syndical du 1<sup>er</sup>-Mai, place de la Nation, des affrontements ont éclaté entre des manifestants et le service d'ordre de la CGT. © Andrea Oliveira / Hans Lucas via AFP

Des insultes, des coups, des blessés expédiés à l'hôpital. Et depuis, l'indignation. Mais aussi un débat qui ne s'arrête pas, et peut-être un début d'angoisse qui pointe. « *On ne parle que de ça depuis des jours* », glisse l'un des responsables du service d'ordre (« SO ») qui encadrerait **la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> Mai**, à l'issue de laquelle des camionnettes et des militants de la CGT ont été violemment pris à partie par des manifestants, place de la Nation.

Immédiatement, le syndicat avait annoncé décompter 21 blessés, dont quatre ayant dû être pris en charge par des services de soins (tous étaient sortis de l'hôpital le lendemain). La CGT a dénoncé « *un déchaînement de coups et de jets de projectiles* » de la part d'« *un important groupe d'individus, dont certains se revendiquant "gilets jaunes"* », et assuré

que des « *insultes homophobes, sexistes, racistes ont précédé des actes de vandalisme des véhicules des organisations* ».



À l'arrivée du cortège syndical du 1<sup>er</sup>-Mai, place de la Nation, des affrontements ont éclaté entre des manifestants et le service d'ordre de la CGT. © Andrea Oliveira / Hans Lucas via AFP

Tous les syndicats ont dénoncé l'attaque dans la foulée, le patron de la CFDT Laurent Berger y voyant même « *la démonstration d'une violence qui mine notre démocratie* ». Le 2 mai, une enquête pour « *violences volontaires* » et « *dégradations en réunion* » a été ouverte par le parquet de Paris, et la CGT a reçu le soutien de plusieurs ministres, généralement peu prompts à l'encenser : Marlène Schiappa, ministre déléguée à la citoyenneté, Élisabeth Borne, ministre du travail, et le garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti.

Mais au-delà des condamnations, personne ne s'est risqué à désigner précisément les auteurs de ces actes de violence. Pour la CGT, il n'y a aucun doute : ils viennent de l'extrême droite. « *Ceux qui sont les instigateurs de ces violences ont été bien identifiés, tant par leurs visages, que par les propos qu'ils ont tenus. Les slogans racistes, homophobes et xénophobes ne sont pas des slogans qu'on entend dans nos manifestations* », a affirmé mercredi 5 mai le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez lors d'une conférence de presse.

À ses côtés, Valérie Lesage, la dirigeante de l'Union régionale d'Île-de-France, présente au moment des affrontements, interroge : « *Malgré des divergences politiques, quel individu ou groupe de notre camp social s'en prendrait à des militantes et militants syndicaux à coups de coups-de-poing américains, barres de fer, pavés, burins, canettes remplies de colle et bris de verre, liquide comportant de l'acide ?* » La veille, la responsable syndicale affirmait déjà à

Mediapart que « *c'est bien dans le milieu fasciste que se sont organisés ceux qui nous ont attaqués de manière délibérée et très organisée* ».

Pourtant, cette forte prise de position de la CGT rencontre un accueil quelque peu gêné dans les autres syndicats, et plus largement dans le mouvement social. « *On se pose beaucoup de questions. C'est trop facile de dire que ce sont les fachos* », souffle une des têtes connues des manifestations parisiennes, qui ne souhaite pas s'opposer publiquement à l'organisation de Philippe Martinez.

« *Bien sûr qu'il peut y avoir des infiltrations venues de la droite, mais le socle n'est pas facho. Je vois plutôt une rencontre de circonstance entre personnes qui se disent que le mouvement social n'arrive plus à porter leur colère, estime ce militant aguerrri. Dans les gens issus du milieu gilets jaunes, il y a aussi une forte radicalisation, et pas forcément dans notre camp politique : il y a parfois des accents très virilistes, mais aussi complotistes et trumpistes.* »

La fin d'un accord tacite, qui tenait depuis 2016 ?

« *Pour nous, ce serait bien si c'était l'extrême droite, mais nous n'en sommes pas sûrs du tout* », déclare de son côté le patron du « SO » (service d'ordre) d'un autre syndicat. Il identifie ainsi les participants aux attaques : « *Ce sont des confus, avec des gens issus des gilets jaunes, et qui peuvent flirter avec l'extrême droite, oui. Mais l'extrême droite violente organisée sur Paris, on les reconnaît, ce n'était pas eux. Ce ne sont pas des "gudards" déguisés.* » Il fait là référence au GUD (Groupe union défense), groupuscule de droite radicale entré en sommeil en 2017 au profit du Bastion social, dont la dissolution a été prononcée en 2019.

Simon Duteil, le co-délégué général de Solidaires, s'interroge. Il reconnaît que « *des individus isolés virant à l'extrême droite, ou au moins des confusionnistes* », peuvent rejoindre les cortèges. Mais il estime également possible l'éclosion « *de nouveaux groupes "autonomes" qui s'en prennent aux syndicats et à leur service d'ordre, au prétexte fallacieux qu'ils se comporteraient comme la police* ». Des collectifs avec qui n'aurait aucun contact son syndicat, connu

pour être à l'interface des syndicats traditionnels et des autres composantes du mouvement social, y compris plus radicales.

Cette dernière hypothèse donne des sueurs froides aux syndicats. Car depuis le printemps 2016 et la contestation de la loi travail, et après **un dernier coup de chaud** entre le SO et certains membres du black bloc, un équilibre fragile semblait avoir été trouvé dans les manifestations, au moins parisiennes. Aux syndicats le défilé traditionnel et le discours anti-gouvernemental, et aux membres d'un « cortège de tête » toujours plus fourni, défilant devant le carré officiel, les actions plus radicales, ou simplement moins institutionnelles, susceptibles d'attirer un public fatigué du ronron des défilés classiques.

« *Depuis la loi travail, il y avait un accord tacite, y compris avec des militants qui faisaient des allers-retours entre les deux pôles, témoigne Simon Duteil. On peut penser qu'il y a une volonté de rompre cet accord.* »

À coups de poing, de pied et de barres de fer

Quelle que soit l'identité de leurs auteurs, les faits sont désormais connus. Vers 18 heures samedi, alors que le cortège rassemblant autour de 20 000 personnes atteignait la place de la Nation, les premières tensions sont apparues. Les événements ont été filmés en direct par la chaîne Russia Today, et **sont visibles ici**, à partir de 3 h 57. « *Dès que quelqu'un avait un badge CGT, il se faisait copieusement insulter* », rapporte Valérie Lesage. Certaines camionnettes siglées CGT qui allaient quitter les lieux ont ensuite été bloquées dans leur avancée par quelques dizaines de personnes. Des « *À poil la CGT* » et « *CGT collabos* » commencent à fuser. Les insultes iront jusque « *À mort les syndicats* ».

La scène est racontée en détail par Guillaume Floris, un adhérent parisien à la FSU, après avoir été longtemps syndiqué à la CGT. En première ligne, il s'est pris un coup sur la tête, dont il ne peut pas identifier l'origine, mais qui lui a « *ouvert le crâne sur 5 centimètres* », nécessitant son évacuation vers un hôpital pour la pose de points de suture. L'homme

avait déjà été malmené, et sérieusement touché au visage, par des policiers, sur cette même place, le 26 mai 2016.

« L'arrivée à Nation était très tranquille, mais avant même que le carré officiel atteigne la place, c'était déjà très dense, raconte-t-il. Quand les camions CGT arrivent, le premier passe sans encombre. Puis un deuxième est bloqué. Ça se bouscule un peu, mais c'est très limité au départ. Les gens du SO viennent se poster devant le camion et essayent d'avancer dans la foule pour dégager le camion. Ça se transforme en point de fixation, des coups et des insultes partent. Le camion avance dans la cohue, mais il n'y a pas d'explosion de violence. »

C'est à ce moment-là qu'un des membres du service d'ordre a longuement fait usage de sa « gazeuse », aspergeant copieusement de gaz lacrymogène les personnes alentour et créant un pic de tension.

Guillaume Floris poursuit son récit : « Le troisième camion est celui de l'union départementale du Val-de-Marne, et ça devient plus violent. Des policiers interviennent pour attraper un gars dans la mêlée. C'est là que je prends un coup, mais je ne m'en rends pas compte tout de suite. La police recule, mais elle ne polarise plus du tout les manifestants, qui retournent vers les camions CGT déjà passés. Et ça dégénère, plusieurs dizaines de personnes attaquent. »

La charge en direction de la CGT est violente, à coups de poing, de pied et de barres de fer. La plupart des assaillants sont vêtus de noir. **La vidéo du HuffPost** retranscrit bien l'ambiance :

Les camionnettes, bloquées par les hautes palissades métalliques de la police, qui restent fermées, sont caillassées. Le ballon de la CGT Yvelines est « capturé », alors qu'il était encore quelques minutes auparavant le point de ralliement d'une impressionnante escouade de travailleurs sans-papiers. Des syndicalistes sont frappés, un homme d'une soixantaine d'années s'effondre après avoir été touché au visage.

Et toujours le slogan de « CGT collabos », qui sera même tagué sur un véhicule. Pourquoi cette accusation ? Il semble y avoir plusieurs explications.

Certains reprochent au SO de ne pas avoir bronché quelques minutes plus tôt, lorsque le jeune manifestant a été arrêté par les policiers.

D'autres se réfèrent sans doute à un autre moment de la manifestation, lorsque le cortège a été arrêté près de deux heures à proximité de l'église Saint-Ambroise. Des affrontements ont éclaté entre policiers et le cortège de tête. Une agence de la Société générale a été largement dégradée, et un petit feu a démarré sur la chaussée.

Certains membres du cortège de tête ont alors accusé le SO encadrant le carré officiel de ne pas les avoir protégés. **Cette vidéo de QG TV** montre clairement, à partir de la 17<sup>e</sup> minute, des manifestants venant lui demander de l'aide : « Vous défendez quoi derrière votre ballon ? Venez vous battre, ils sont en train de nous détruire ! Venez vous battre, vous n'avez pas honte de rester planqués ? », lance ainsi un homme. D'autres auraient reproché au SO de les avoir empêchés de reculer derrière lui pour éviter les charges policières.

**« Le SO n'a livré personne, et n'a bloqué personne »**

Fait exceptionnel, ces accusations ont poussé la coordination chargée du service d'ordre du syndicat Solidaires à prendre la parole, dans un long texte qui circule à grande vitesse dans les milieux militants. Le service d'ordre de la manifestation était en effet « unitaire » : il était composé pour moitié de membres de la CGT, appuyés par des adhérents de Solidaires, de FO et de la FSU.

« Il n'y a aucune collaboration entre le SO unitaire et les forces de l'ordre », assurent fermement les responsables de Solidaires. Contrant les accusations, Solidaires décrit, à l'unisson avec la CGT, comment à Saint-Ambroise le carré officiel, juste derrière le cortège de tête, a été pris pour cible par les forces de l'ordre : « Un feu a été allumé à hauteur du cortège de tête et une vitrine de banque a été attaquée pendant une dizaine de minutes. Les forces de l'ordre en ont profité pour attaquer le service d'ordre unitaire (gaz

lacrymogènes et charge de la BRAV), en chargeant le carré de tête syndical. Le SO unitaire a résisté, cela a permis à la manifestation de continuer. »

Simon Duteil est catégorique : « Le SO n'a livré personne, et n'a bloqué personne. » Il décrit « un SO qui essaye d'avancer, conformément à son mandat, puis qui y est peut-être allé trop fort sur les lacrymos, mais qui a fait face à des attaques très violentes ».

« Ne pas être d'accord politiquement avec la CGT n'a rien à voir avec aller frapper ses membres dans la rue ! », s'emporte le co-responsable de Solidaires. « Dans son histoire militante, tout le monde a eu un jour maille à partir avec des gros bras du SO de la CGT, mais aujourd'hui, ce SO a pas mal évolué », rappelle-t-il.

En effet, la CGT communique beaucoup pour rappeler que le temps est loin où ses cortèges étaient encadrés par des gros bras du syndicat du Livre et des cheminots. « Ceux qui participent à la sécurisation des manifestants, ce sont des salariés, des jeunes, des moins jeunes, de diverses professions, détaille Philippe Martinez. Ce sont des militants, des militantes, mais d'abord des salariés du public et du privé, parfois des retraités. Participer à l'encadrement des manifs, ce n'est pas un métier, c'est un acte militant. »



Pendant la manifestation du 1er-Mai, les forces de l'ordre ont opéré un contrôle très strict du défilé. © D.I.

Le secrétaire général de la CGT insiste sur le rôle qui est fixé au SO : « On n'est pas des auxiliaires de police. Nous, notre responsabilité, c'est que le défilé, qui est bien délimité, se passe dans les meilleures conditions. On s'occupe de ceux qui sont dans le cortège des organisations syndicales. Tout ce qui se passe à l'extérieur de ce cortège, c'est de la responsabilité des forces de l'ordre et du préfet. »

Le texte signé par Solidaires dit les choses un peu différemment, mais le fond est identique : « Il n'est pas question d'imposer à quiconque sa stratégie mais le respect des stratégies différentes doit être mutuel. La stratégie de Solidaires est de permettre au plus grand nombre de manifester dans les meilleures conditions possibles afin de construire un rapport de force favorable pour gagner sur nos revendications. »

« Ils n'appliquent pas la convergence des luttes qu'ils disent toujours rechercher »

Un argument qui ne convainc pas forcément les habitués des manifestations, mais en dehors des syndicats. Par exemple Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition sur le prix du carburant qui a fait naître le mouvement des gilets jaunes, et devenue une figure des mobilisations, identifiée comme appartenant à la gauche.

Le 2 mai, la militante s'est fendue **d'un tweet remarqué** où elle commentait l'équipement du SO : « Le service d'ordre de la CGT est devenue une annexe de la BAC : matraque, gaz... » Son message a causé un certain émoi, des responsables de la CGT l'ont appelée pour discuter. Mais sa position n'a pas beaucoup évolué : « Je me pose toujours la question de l'équipement, déclare-t-elle à Mediapart. À quel titre ont-ils le droit d'avoir ce type de matériel, alors que lors du mouvement des gilets jaunes, même les "street medics" se faisaient parfois embarquer leur équipement ? »

Priscillia Ludosky n'est pas plus convaincue par « la façon dont les gens des syndicats gèrent les manifestations » : « Je comprends bien qu'ils n'avancent pas lorsque des membres du black bloc viennent tout casser, mais le 1<sup>er</sup> mai, c'était différent. Ils nous ont laissé nous faire gazer dans tous les sens... Ils ne se mélangent pas aux autres, ils n'appliquent pas la convergence des luttes qu'ils disent toujours rechercher. »

L'incompréhension est valable dans les deux sens. Chez les syndicats, les craintes ne sont pas nées ce 1<sup>er</sup> Mai. « Depuis le mouvement sur les retraites, nous avons de plus en plus de difficultés à manifester avec

*des individus hostiles aux syndicats qui tentent par exemple de s'en prendre à nos camions syndicaux* », écrivent les responsables du SO de Solidaires.

Les attaques ont démarré il y a plusieurs mois

Les diverses composantes du mouvement social font le compte des incidents. En décembre 2019, au début du mouvement contre la réforme des retraites, un camion de la fédération Sud Santé Sociaux a été attaqué, ses vitres brisées. « *Certains individus qui apparaissent parmi les assaillants du 1<sup>er</sup> Mai font partie de ceux qui ont attaqué le camion* », assure Solidaires aujourd'hui.

Une nette montée des tensions a surtout été remarquée à partir du début des contestations de la loi pour une sécurité globale, fin 2020. Lors de **la grande manifestation du 28 novembre**, le camion des organisateurs avait déjà été la cible d'un caillassage en règle, en plein cortège et alors qu'aucune échauffourée n'était en cours.

C'est surtout **la manifestation suivante**, le 5 décembre, qui a marqué les esprits : le carré officiel a été attaqué à deux reprises par des membres du cortège de tête. C'est ce que décrit avec précision **ce texte rédigé** par des « *communistes libertaires syndiqué·e·s à la CGT et à Solidaires* », qui parlent carrément de « *coups de poignard dans le dos* ».

Ces attaques, et les débats qu'elles ont déclenchés au sein de la coordination contre la loi sécurité globale, expliquent que la coordination n'ait pas appelé officiellement à manifester le 12 décembre, estimant qu'elle n'était pas en mesure de garantir la sécurité des participants – le 12, **ce sont finalement les policiers et gendarmes** qui ont empêché que le défilé ait réellement lieu. **Le 16 janvier**, enfin, Philippe Martinez a été copieusement insulté.

D'autres observateurs font remonter les tensions **au « contre-G7 »** qui s'est tenu fin août 2019 au Pays basque. Les incompréhensions régnant dans le camp où s'étaient installés les manifestants ont donné lieu à des quasi-affrontements entre associations installées et « autonomes », désireux de s'en prendre aux forces de l'ordre. Ces dernières avaient menacé à plusieurs reprises d'investir le camp.

Attac, l'une des associations-pivots de l'événement, a écrit en septembre 2019 un long texte, pesé au trébuchet, pour regretter en creux les désaccords : « *Nous ne pensons pas que notre camp politique se réduise à celles et ceux qui pratiquent uniquement le même type d'actions que nous. À ce titre, nous n'avons jamais condamné aucune autre action, fût-elle qualifiée de violente par les médias et/ou l'État. [...] Dans la même logique, nous avons souhaité que nos propres cadres de mobilisation soient respectés, avec le consensus d'action qui les accompagne.* »

Les militants CGT eux-mêmes divisés

Difficile de savoir ce que pense de ces évolutions le milieu dit des « autonomes », qui n'ont par définition pas de représentants. Un jeune collectif parisien **qui s'était réjoui** des actions contre la CGT le 1<sup>er</sup> Mai s'est livré le lendemain **à une sévère autocritique**. Et les médias considérés comme proches de ce courant de pensée ont évité de se mouiller.

Le site Lundimatin, sans doute le plus connu d'entre eux, n'a ainsi **ni approuvé ni condamné** l'attaque contre la CGT. « *Ce que la surexposition médiatique et politique de cette bagarre permet d'occulter, c'est le déroulé réel de ce 1<sup>er</sup> Mai, l'état des forces en présence et leurs stratégies (ou absence de stratégie). Ce que nous avons vu, c'est un cortège syndical affaibli stopper la manifestation pendant quasiment deux heures afin de se distinguer d'un cortège "de tête" massif* », écrivent seulement ses animateurs, fidèles à leur ligne – et tant pis si cette fois, le cortège de tête était bien moins « *massif* » qu'il ne l'a été par le passé.

Aujourd'hui, le débat a aussi lieu en interne dans les syndicats. Et à la CGT en particulier. Exemple parmi d'autres, dans un groupe de militants habitués à échanger leurs impressions, l'un critique les attaques contre le SO : « *Difficile de dire si le but de cette minorité agressive est d'empêcher les citoyens de manifester mais c'est en tout cas le résultat. [...] Nul ne souhaite empêcher les plus marginalisés de manifester leur colère dans la rue mais qu'ils s'en prennent aux forces du désordre au lieu de frapper des syndicalistes.* »

Un autre, en revanche, refuse de condamner : « *Je me revendique cégétiste, mais aussi gilet jaune et militant révolutionnaire, et je ne pense pas être raciste ou homophobe, encore moins fasciste ou flic... Cependant les cortèges festifs de la CGT à Paris me lassent. La confédération et les unions départementales confondent, selon moi, les carnivals brésiliens et les mouvements contestataires qui devraient être à la hauteur de la répression et de la dictature qu'on se prend dans la gueule !* »

Sans doute bien consciente du caractère délicat de la situation, la CGT n'a pas oublié de mettre largement en cause la stratégie de la préfecture de police de Paris et de son chef, Didier Lallement, qu'ils estiment responsables de leur agression : les policiers présents en nombre à Nation n'ont guère bougé pendant l'attaque des camionnettes, et ont refusé d'ouvrir les barrières qui leur bloquaient le passage.

« *Nous étudions les possibilités de dépôt de plainte, y compris vis-à-vis du préfet de police* », a déclaré Philippe Martinez lors de sa conférence de presse. Valérie Lesage a pour sa part demandé que le préfet de police soit « révoqué », car « *il a failli à de nombreuses reprises à la protection des manifestants et à l'exercice du droit de manifester* ». La CGT va en outre « *demande l'ouverture d'une enquête parlementaire, afin de faire la clarté sur la gestion du maintien de l'ordre lors de la manifestation de ce 1<sup>er</sup> Mai, ainsi que lors des manifestations depuis 2016* », a-t-elle annoncé.

### Boîte noire

Je suis le délégué syndical de la section CGT à Mediapart.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.